



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization

Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Organización
de las Naciones Unidas
para la Educación,
la Ciencia y la Cultura

Организация
Объединенных Наций по
вопросам образования,
науки и культуры

منظمة الأمم المتحدة
للتربية والعلم والثقافة

联合国教育、
科学及文化组织

**Allocution de Mr Koïchiro Matsuura, Directeur-général de l' UNESCO,
à l'occasion du Forum UNESCO du Futur
"Répondre aux défis du changement climatique-la construction d'une
société verte au niveau global"**

UNESCO, 26 Octobre 2009

Madame Laurence Tubiana,
Monsieur Mario Amano,
Mesdames et Messieurs,

Je suis très heureux d'ouvrir cette nouvelle séance du Forum UNESCO du futur, consacrée aux défis du changement climatique et de la construction d'une « société verte » au niveau mondial.

Depuis son lancement en mars dernier, il s'agit de la 6^{ème} édition du Forum du Futur, trois forums s'étant déjà tenus au Siège, et deux hors-Siège.

Je souhaite la bienvenue à nos deux prestigieux invités, Laurence Tubiana et Mario Amano, ainsi qu'aux différents discutants, qui ont accepté de venir partager avec nous leurs réflexions sur un sujet au cœur des préoccupations de la communauté internationale.

D'entrée de jeu, je souhaite également souligner à quel point ce débat vient à point nommé pour l'UNESCO : à la fois parce qu'il précède de peu les discussions très attendues qui auront lieu dans quelques semaines à Copenhague, lors de la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique. Et d'autre part, parce que la Conférence générale vient de demander à l'UNESCO de renforcer ses capacités spécialisées en matière de changement climatique, à la fois par le biais de sa stratégie d'action globale et la préparation d'un rapport sur l'opportunité d'établir une Déclaration universelle de principes éthiques sur le changement climatique.

L'UNESCO, de par son mandat, s'intéresse aux dimensions à la fois scientifiques, éducatives, culturelles du changement climatique et des questions liées au développement durable. Dans ce contexte, sachez que nous serons donc, plus que jamais, à l'écoute de vos réflexions, analyses et suggestions.

Mesdames et Messieurs,

Les débats qui se tiendront à Copenhague en décembre auront plusieurs objectifs : s'entendre sur des mesures propres à aider les plus pauvres et les plus vulnérables à s'adapter aux effets des changements climatiques ; pour les pays industrialisés, se fixer des objectifs ambitieux en matière de réduction des gaz à effet de serre; pour les pays en développement, prendre des mesures adaptées à la situation de chacun, assorties de mesures d'assistance.

Ces discussions ne prendront cependant tout leur sens que si l'économie mondiale elle-même se transforme en profondeur. Et par là, nous entendons une « économie verte ».

Un tel constat s'impose en effet aujourd'hui, pour faire face aux menaces liées tant au changement climatique qu'aux diverses crises de l'environnement: érosion de la biodiversité, pollutions multiples, dégradation des océans.

Comme le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, on doit se féliciter qu'en septembre dernier, lors du Sommet sur les changements climatiques à New-York, cent chefs d'Etats et de gouvernement aient « affirmé la nécessité d'un accord que toutes les nations puissent accepter, qui corresponde aux capacités de chacune, qui réponde aux impératifs dictés par la science et repose sur des « emplois verts » et « une croissance verte », notre ligne de sauvetage pour le XXIe siècle. ».

C'est dans ce même esprit qu'en juin dernier, les agences du système des Nations Unies avaient lancé *l'Initiative pour une économie verte*, destinée notamment, à assister les pays pauvres dans le financement de systèmes énergétiques durables et d'économies résilientes face au changement climatique.

Paradoxalement, la crise économique et financière globale de 2008 a, par son ampleur, ouvert les voies favorables à l'instauration d'une économie verte. Les chefs d'Etats et de gouvernements réunis au Sommet du G20 de Pittsburgh en

septembre se sont ainsi engagés « à tourner la page d'une ère d'irresponsabilité » non seulement en réformant l'architecture financière internationale, en réaffirmant leur soutien aux secteurs sociaux favorables aux plus vulnérables, mais également en promouvant l'évolution de nos économies « vers une croissance plus verte et plus durable ».

Il existe aujourd'hui des synergies entre le pari de la croissance verte et les stratégies de sortie de la crise globale et financière.

Il est notamment acquis que nous ne pourrons aboutir à une économie verte qu'à la condition de réviser en profondeur nos modèles de production et de consommation. Il nous faudra passer à une économie de biens et services verts, moins émettrice de carbone et moins consommatrice de ressources naturelles.

Le passage à une économie verte ne pourra se faire également sans des investissements massifs dans le savoir.

L'économie verte est en effet, soulignons-le, une économie du savoir où l'innovation et la recherche occupent une place essentielle pour aider à diminuer la consommation d'énergie, réduire les émissions de carbone et constituer des marchés verts de masse.

Les sciences fondamentales joueront ici un rôle indispensable pour observer, analyser et anticiper le comportement des systèmes naturels dans des domaines aussi variés que la climatologie, la géologie, la biologie, la physique ou l'écologie. Sans elles, nous serions privés de repères et même exposés à aggraver des problèmes qui ont surgi, précisément parce que nous ne disposons pas d'informations scientifiques fiables sur l'environnement en général et le changement climatique en particulier.

Les sciences formeront un noyau important des décisions qui seront prises: ce dernier point a été tout particulièrement souligné par les ministres de toutes les régions du monde qui se sont exprimé à la Table ronde ministérielle sur les océans que nous avons organisée en octobre pendant la Conférence générale de l'UNESCO. Selon eux, les transferts de technologies et de connaissances seront cruciaux pour aider les pays en développement à affronter le changement climatique et s'adapter à ses effets.

J'ajouterai que l'économie verte devra également reposer sur un partage équitable des connaissances et la constitution de réseaux et de plateformes internationaux répondant aux besoins de tous, notamment en matière scientifique, qu'il s'agisse du climat, des océans, de la biodiversité ou des pollutions.

C'est en aidant à la construction de telles sociétés du savoir qui soient à la fois équitables, inclusives et pluralistes, que nous serons en mesure de nourrir une véritable croissance verte.

Mesdames et Messieurs,

Comme vous le savez sans doute, notre Organisation est chef de file pour la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable (2005-2014).

Or, il me paraît évident qu'une économie verte ne sera pas possible sans une véritable éducation au développement durable. On ne peut en effet opter pour une croissance verte sans reconnaître la nécessité d'emplois eux-mêmes verts, pour lesquels il faudra former en masse dans tous les domaines, qu'il s'agisse de l'industrie, de l'agro-alimentaire, de la construction ou des transports.

Il faudra donc, pour donner vie à la croissance verte, investir dans la formation et notamment dans l'enseignement et la formation techniques et professionnels. Orientés vers une économie verte, ces derniers contribueront de façon déterminante à favoriser la croissance verte d'un pays, réduire la pauvreté et assurer l'intégration sociale et économique des communautés marginalisées.

D'autre part, il nous faudra travailler sur les contenus et la qualité de cette formation, en intégrant les principes, les valeurs et les pratiques indissociablement liés au développement durable dans toutes les formes d'éducation et d'apprentissage. C'est ainsi que nous permettrons à chacun de faire des choix de société de manière informée et adaptée à leur environnement culturel.

L'éducation au développement durable n'est donc pas uniquement affaire de connaissances. Elle est aussi et surtout affaire de valeurs à transmettre et à diffuser.

Ainsi que l'ont proclamé les membres du G20 dans leur Communiqué de Pittsburgh, on ne peut construire l'avenir sans « principes fondamentaux » parmi lesquels la responsabilité de préserver l'environnement, de relever le défi du changement climatique et d'investir dans le capital humain et l'éducation.

Les crises globales actuelles ont une dimension éthique et morale. Ce message a été largement souligné par les Ministres qui se sont exprimé lors du Forum ministériel plénier organisé pendant la Conférence générale d'octobre.

Ce message pourrait également être au cœur du futur projet de déclaration universelle de principes éthiques sur le changement climatique. Une telle déclaration, dont nous allons examiner l'opportunité à la demande des Etats membres, pourrait notamment engager les gouvernements et les sociétés à respecter certaines normes éthiques dans l'évaluation d'options pour lutter contre le changement climatique.

Je terminerai donc cette présentation en rappelant à nouveau que pour être durable, le projet d'une économie verte ne peut reposer sur des bases uniquement techniques et économiques. Il doit s'accompagner de l'affirmation résolue de valeurs éthiques et morales qui doivent à terme compléter les piliers politique et économique de tout futur édifice international sur le changement climatique.

L'UNESCO est heureuse de pouvoir aujourd'hui engager ce débat avec vous.

Je vous remercie de votre attention.